

Par Manon CORNELLIER

OTTAWA (PC) - Après neuf ans d'efforts, la Francophonie est sur le point de prendre un virage plus politique et de se donner les moyens de parler d'une seule voix.

Les 49 pays et gouvernements francophones veulent profiter du Sommet qui aura lieu à Cotonou, au Bénin, du 2 au 4 décembre prochain, pour changer son approche et ses institutions.

Grâce à cette réforme, qui entrerait en vigueur au sommet de Hanoi en 1997, la Francophonie aurait, comme le Commonwealth, un porte-parole unique. Ce secrétaire général, élu par les membres, agirait comme patron de l'organisation.

Actuellement, la Francophonie s'appuie sur le président du Conseil permanent de la Francophonie et le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique. Cette direction bicéphale nuit aux prises de positions communes et à leur communication.

Or, après des années d'hésitation et une certaine réticence de la France, les pays membres se sont finalement entendus pour renforcer leur capacité d'agir collectivement sur le front politique.

«La Francophonie ne peut pas rester en marge des grandes crises mondiales et plus particulièrement celles qui affectent son propre espace», a expliqué un haut fonctionnaire fédéral. On n'a qu'à penser aux situations en Haïti, au Rwanda et au Burundi.

La Francophonie, comme communauté multilatérale, doit se faire entendre dans des dossiers comme ceux-là, a convenu en entrevue le vice-premier ministre québécois Bernard Landry.

Québec reste toutefois prudent: ce rôle politique doit être spécifique au forum francophone et non pas un dédoublement des actions des Nations unies ou des organisations régionales, comme l'Organisation de l'unité africaine.

#### Consensus

L'entente sur les réformes institutionnelles et le rôle politique de la Francophonie pourrait faire du Sommet de Cotonou le sommet du consensus, même entre Ottawa et Québec.

Les souverainistes et les fédéralistes partageront, pour la première fois, la même tribune internationale mais il n'est pas question de reprendre les batailles de «flags sur le hood».

«Notre politique consiste à ne pas exporter les différends, pour ne pas dire les querelles Canada-Québec. Plusieurs pays de la Francophonie sont des pays en voie de développement, certains d'entre eux étant parmi les moins avancés de la terre. Ils ont d'autres préoccupations en tête que les problèmes sérieux que nous avons avec le Canada», a indiqué le ministre Landry.

M. Landry représentera le premier ministre Jacques Parizeau qui a décidé, après sa démission, de ne pas se rendre à Cotonou. Côté fédéral, le premier ministre Jean Chrétien sera accompagné du ministre des Affaires étrangères André Ouellet. Le premier ministre Frank McKenna et le ministre d'Etat aux Affaires intergouvernementales et autochtones Bernard Richard parleront au nom du Nouveau-Brunswick.

#### L'inforoute

Un enjeu du sommet sur lequel les trois gouvernements s'entendent est la place du français sur l'autoroute de l'information.

Le premier ministre Chrétien en fait une priorité. Ottawa prévoit annoncer des initiatives pour que l'Afrique ait sa place sur l'inforoute et pour que les francophones y aient accès dans leur langue. On veut favoriser aussi la collaboration entre les pays du Nord et du Sud pour développer des logiciels qui faciliteront la communication en français.

De son côté, Québec veut doter un certain nombre de pays en développement, dont le Bénin, de sites Internet. Il souhaite aussi accroître la disponibilité des contenus en français et en faciliter l'accès grâce à des serveurs et des logiciels intelligents.

Fredericton proposera, de son côté, de créer à Edmundston un Centre

international pour le développement de l'inforoute en français (CIDIF).

#### Coopération ou commerce

Comme tous les sommets, celui de Cotonou se divisera en trois volets politique, économique et coopératif. Le gouvernement fédéral, qui est le seul partenaire canadien à pouvoir intervenir dans le volet politique, donnera la priorité à la prévention des conflits. Une des multiples résolutions à l'étude portera sur ce sujet.

Au chapitre de la coopération, le volet de prédilection des provinces, les participants se sont entendus pour limiter leur action aux secteurs pertinents pour la Francophonie, question d'éviter les dédoublements.

Cinq secteurs ont été identifiés, soit l'éducation et la recherche scientifique, le soutien aux industries culturelles, aux artistes et aux communications, l'appui aux systèmes judiciaires et aux institutions démocratiques, le développement économique et coopératif et la francophonie sur la scène internationale.

Si Ottawa et Québec donnent préséance au caractère multilatéral du Sommet, le Nouveau-Brunswick, lui, donne à sa participation des allures de mission commerciale.

L'équipe McKenna tentera d'organiser le plus de rencontres bilatérales possibles «avec un certain nombre de pays où nos entrepreneurs font déjà affaires ou souhaitent le faire», a indiqué M. Richard.